



HAL
open science

La guerre d'Algérie est la guerre d'indépendance de l'Algérie

Dominique Lejeune

► **To cite this version:**

Dominique Lejeune. La guerre d'Algérie est la guerre d'indépendance de l'Algérie : n° 3 des “ Notes sur l'histoire de l'Algérie ”. Licence. cycle “ Notes sur l'histoire de l'Algérie ”, Maison des Sciences de l'Homme et de l'Environnement de Besançon, 1 rue Charles Nodier, France. 2022, pp.26. halshs-03814070

HAL Id: halshs-03814070

<https://shs.hal.science/halshs-03814070>

Submitted on 13 Oct 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Cours n° 3 des « Notes sur l'histoire de l'Algérie » :
La guerre d'Algérie est la guerre d'indépendance de l'Algérie
Université de Besançon, 12 octobre 2022, de 9h à 10h30
par Dominique Lejeune, Prof Dr Dr

Comme dans les cours précédents, je ne serai pas exhaustif !

Et à nouveau... priorité à la **connaissance historique**, à l'**histoire** plutôt qu'à la mémoire

Je rappelle la **bibliographie simplement indicative** : tous les ouvrages de Charles-Robert Ageron (1923-2008), Guy Pervillé (né en 1948), dont : G.Pervillé, *Pour une histoire de la guerre d'Algérie*, Picard, 2002, 356 p., Benjamin Stora (né en 1950), Sylvie Thénault (née en 1969) ; Bernard Droz & Évelyne Lever, *Histoire de la guerre d'Algérie. 1954-1962*, Seuil, coll. "Points", 1982, 377 p., réédition, 1991, 383 p. et l'ouvrage récent d'Emmanuel Alcaraz, *Histoire de l'Algérie et de ses mémoires, des origines au Hirak*, Karthala, 2021, 288 p.

... et je redonne la **carte générale** (Denis Bouche)

Plan de ce cours :

I. La guerre d'Algérie de la IVe République

II. La guerre dure plus longtemps sous la Ve République que sous la IVe République

III. Guerre d'Algérie et politique intérieure française

I. LA GUERRE D'ALGERIE DE LA IVe REPUBLIQUE

Carte de l'insurrection

La guerre d'indépendance de l'Algérie, qui est pour les Français la **guerre d'Algérie tout court**, et qui est dite par les milieux officiels les « événements d'Algérie », fait partie des « idées fixes de la IVe République », dit Sylvie Thénault ¹. Le débarquement de 1942 relance le nationalisme algérien : Ferhat Abbas publie *Le Manifeste du Peuple algérien* (1943) qui prône le fédéralisme, avec un État algérien autonome, reconnu et protégé par la France. La fin de la guerre provoque une radicalisation générale. Se produisent de brusques et imprévus troubles en mai 1945, à Alger et surtout Sétif (8 mai). 21 Européens sont massacrés, ce qui

¹ Sylvie Thénault, *Histoire de la guerre d'indépendance algérienne*, Flammarion, 2005, 303 p., chapitre 3. L'auteure subdivise en « maintenir l'ordre... et faire la guerre », « réformer, un projet ancien réactivé », « un horizon pour tous les ministères ». Je lui emprunte, comme d'autres, l'expression de « guerre d'indépendance de l'Algérie », dont le prototype est la « guerre d'indépendance de l'Espagne », une expression utilisée plusieurs fois par le général baron Marcellin de Marbot (1782-1854) dans ses *Mémoires...*, publiées après sa mort, en 1891 (Plon-Nourrit, 3 vol.).

entraîne une répression impitoyable et aveugle. En bonne partie, c'est une **réaction contre l'ordonnance de 1944** qui donnait la citoyenneté française à quelques milliers de musulmans, déclenchant la crainte de voir l'Algérie perdre sa personnalité arabe : ceux qui acceptent de prendre cette citoyenneté française seront considérés comme des traîtres, **malgré la claire nuance apportée dans l'ordonnance**. En revanche, la thèse, fréquemment avancée, de la provocation est inexacte. **Ferhat Abbas crée en 1946 l'Union démocratique du Manifeste algérien (UDMA)**, qui recrute dans la petite bourgeoisie et reste fidèle à l'idée fédéraliste d'une République algérienne autonome, souveraine en matière financière et législative, associée à la France pour sa diplomatie et sa défense, les Algériens étant dotés d'une double nationalité. **Messali Hadj crée, en 1946 aussi, un Mouvement pour le Triomphe des Libertés démocratiques (MTLD)**, favorable à une Constituante algérienne et à l'indépendance, et dont la clientèle est le petit peuple.

La France dote en 1947 l'Algérie d'un nouveau statut. Une Assemblée algérienne de 120 membres, aux compétences limitées essentiellement aux questions financières, est élue par **deux collèges électoraux**. Le premier collège est celui des citoyens français et des 58 000 Musulmans devenus citoyens en 1944, grâce à une ordonnance de De Gaulle ; il représente moins d'un million de personnes. Le second collège groupe 1 300 000 électeurs musulmans, représentant près de 8 millions de personnes ! La majorité des deux tiers est requise pour les réformes à examiner : statut de la femme, extension de la langue arabe, nouveau régime communal, ce qui est reconnaître implicitement mais théoriquement une spécificité algérienne. **Les premières élections, en 1948, sont « organisées » par le gouverneur général (socialiste) Marcel-Edmond Naegelen (1892-1978).** Ce gigantesque trucage amène une majorité de « béni-oui-oui » (parodie de *boni viri* des Romains ?) ², qui se contenteront de voter sans discussion les budgets proposés, et il prouve une application déloyale du statut par la France.

Le mouvement des *'ulamâ'* (Ouléma) est essoufflé. **L'UDMA** se montre parti modéré, avec 3 000 militants en 1951, se contentant d'un statut d'« État associé » pour la République algérienne. **Le MTLD** est le parti du petit peuple sensible au charisme de **Messali Hadj** ; le recrutement qu'il opère juste après la guerre dans les milieux bourgeois et intellectuels s'en méfie et dénonce le culte de la personnalité. Les « durs » fondent en 1946 une **Organisation Spéciale**, vite démantelée et clandestine. Quant au **Parti communiste algérien (PCA)** ³, qui

² L'expression, péjorative, remonte à l'entre-deux-guerres. On la trouve, par exemple, sous la plume de Charles-André Julien dans *Le Populaire* du 5 mars 1935. Sur Julien : Y.Potin & J.-F.Sirinelli dir., *Généralités historiques. XIXe-XXIe siècle*, CNRS, 2019, 800 p., *passim*, notamment dans la contribution de Pierre Singaravélou.

³ Cf. Ch.-R.Ageron, « Le Parti communiste algérien de 1939 à 1943 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 1986, pp. 39-50.

recrute dans le petit peuple urbain européen, il est marqué par des volte-face successives, typiques des hésitations du PCF métropolitain : séparatiste jusqu'en 1936, puis assimilationniste jusqu'en 1940, indépendantiste entre 1940 et 1943, à nouveau assimilationniste, il ne revient définitivement à l'idée de République algérienne qu'à partir de 1949. De plus, il est suspect aux yeux des musulmans à cause de son recrutement. Mais, face à la turbulence des protectorats tunisien et marocain, les départements d'Algérie donnent en 1954 l'apparence d'une zone calme.

L'insurrection du 1er novembre 1954 n'est nullement le produit d'une poussée de nationalisme populaire, et en ce sens l'histoire du mouvement national algérien est très différente de celle de la Tunisie et du Maroc. **L'insurrection découle de la volonté de quelques hommes décidés**, à l'heure où Diên Biên Phu sonne le glas de la domination coloniale française. Le Comité Révolutionnaire pour l'Unité et l'Action, le **CRUA**, est fondé en mars 1954, il veut jeter les bases d'une insurrection. En octobre, il est remplacé par un parti, **le FLN, Front de Libération nationale, doté d'une armée, l'ALN**. Le jour de l'insurrection est fixé au 1er novembre. La « Toussaint rouge » ou « tragique » (expressions postérieures) est marquée par environ 70 attentats, surtout dans le département de Constantine. **L'insurrection provoque une surprise totale dans l'opinion et chez les responsables de l'ordre, qui réagissent de façon désordonnée et brutale**. Elle provoque la fermeté « jacobine » du gouvernement Mendès France, cf. Mitterrand : « L'Algérie, c'est la France... ».

Les débuts de **Jacques Soustelle comme Gouverneur général** de l'Algérie sont marqués par la brusque recrudescence, en mars 1955, du terrorisme dans les Aurès, et son extension à la Kabylie et au Nord-Constantinois, ce qui conduit Soustelle à porter simultanément ses efforts sur le terrain militaire. Cependant il n'y a pas état de siège, mais « **état d'urgence** » (loi du 3 avril 1955) : renforcement des pouvoirs de police des autorités civiles, transfert de la connaissance et de la répression des crimes et des délits à l'autorité militaire. **Soustelle se forge une doctrine, l'« intégration »** : appartenance à la France, mais reconnaissance de l'originalité de l'Algérie, ce n'est donc pas tout à fait l'« assimilation » d'autrefois. Mais au même moment (en avril) a lieu la **conférence de Bandoeng** : va-t-on à l'anachronisme ? Jacques Chevallier (maire d'Alger), et avec lui un certain capitalisme algérien dégagé des structures coloniales, semble avoir misé assez vite sur une Algérie indépendante dans laquelle il aurait pu jouer un rôle actif entre les deux communautés. C'est l'inverse, en faisant bien entendu

abstraction des commandes militaires de la guerre d'Algérie, pour le capitalisme métropolitain, comme l'a bien montré Samir Saul ⁴.

Le 20 août 1955 éclate une explosion de violence dans le Constantinois, qui ressemble à celle de 1945. Elle entraîne une répression ample, qui coupe définitivement les deux communautés : les Européens, horrifiés, se dressent désormais en bloc contre les Musulmans, pour eux le FLN signifie le massacre ; les Musulmans basculent, à cause de la répression, dans le camp FLN. Elle fait virer les modérés musulmans vers le désir d'indépendance. Mais les « messalistes » **mettent en place des maquis distincts et se dotent d'un nouveau parti, le MNA (Mouvement National Algérien).** L'état d'urgence est étendu à toute l'Algérie, cependant l'insurrection se répand, les attentats se multiplient, l'ALN s'améliore, la direction de la rébellion se renouvelle, à cause des arrestations et des morts. La même année **1955 voit le succès international du FLN.** Il dispose du soutien de la Ligue Arabe, créée dix ans plus tôt (*cf.* la radio « la Voix des Arabes » au Caire) et des « Afro-Asiatiques » à l'ONU. Il envoie trois observateurs à la conférence de Bandoeng (avril 1955), obtient l'inscription de la question algérienne en septembre 1955 à l'ONU.

Au cours de la campagne électorale de 1956, le Front républicain se démarque de l'intégration : Mendès France présente un programme de réformes avec un calendrier, Guy Mollet évoque à plusieurs reprises la « guerre imbécile et sans issue », le programme de la SFIO conclut à la nécessité de « dégager des éléments représentatifs algériens avec lesquels seront discutés les futurs rapports entre la France et l'Algérie ». Et le corps électoral, le 2 janvier 1956, semble approuver. Les rappels de réservistes en 1956 et l'allongement du service militaire à 27 mois font que les effectifs doublent de janvier (200 000 hommes) à juillet (400 000 hommes) 1956. Ils monteront à **450 000 hommes fin 1957, chiffre qui restera pratiquement stable jusqu'à la fin de la guerre.** Ces effectifs permettent le « quadrillage » mais provoquent de vifs mouvements de protestation en métropole, dès l'automne 1955, puis au printemps 1956. À partir de juillet 1956, **quelques dizaines de soldats refusent de porter les armes.** Au début ils sont tous communistes, puis apparaissent des chrétiens, clercs ou laïcs.

L'armée est invitée à édifier une Algérie nouvelle, ce qui va bientôt en faire la principale force politique du pays. Certains éléments de l'armée, instruits par l'expérience de la guerre subversive en Indochine, mettent en place les instruments et les techniques de l'action psychologique. L'armée, de plus, prépare **une guerre de grande ampleur,** par transfert massif de matériel depuis les unités

⁴ S.Saul, *Intérêts économiques et décolonisation de l'Afrique du Nord (1954-1962)*, Genève, Droz, 768 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 2017, p. 221.

OTAN, par des achats aux États-Unis et par un remaniement du commandement : la France prend en Algérie une orientation guerrière, en contradiction avec la campagne électorale du Front républicain, ce qui provoque un malaise au sein de la SFIO et la démission de Mendès France le 23 mai 1956.

Toutefois le gouvernement français prend des contacts discrets avec les « rebelles » du FLN, ce qui est la reconnaissance implicite du caractère représentatif de celui-ci, à partir du printemps 1956. Mais ces rencontres échouent, à cause du **détournement de l'avion marocain transportant quatre chefs historiques du FLN le 22 octobre 1956, opération couverte par le secrétaire d'État à la Guerre Max Lejeune**, mais à l'insu du Président du Conseil, qui n'ose pas désavouer malgré l'inconséquence grave du geste. Cet échec renforce la tendance dure du FLN de l'intérieur au détriment des diplomates de l'extérieur : **la porte de la négociation est fermée pour longtemps, la guerre d'Algérie va durer encore bien des années, et la France devra accorder en 1962 bien plus qu'il ne lui aurait été demandé en 1956 si les négociations de l'été avaient été menées à leur terme.**

À l'automne survient la **crise de Suez** (octobre 1956), qui marque la volonté française de protéger Israël, et surtout d'atteindre le FLN dans son sanctuaire égyptien. Elle montre le « complexe de Munich » de la France et ses résultats sont simples : **la France est déconsidérée, disqualifiée**, surtout dans le Tiers Monde, beaucoup d'officiers, pleins de « rage rentrée », croient à la trahison des hommes politiques. La politique algérienne en 1956-1957, ce sont aussi des mutations et tensions au sein des partis politiques. D'une part, les ralliements au FLN consécutifs au 20 août 1955 deviennent effectifs en 1956. Dissous le 13 septembre 1955, le Parti communiste algérien (PCA), réduit à la clandestinité, n'entend pas rejoindre les rangs du FLN, et crée en mars 1956 ses propres maquis, pourchassés par l'armée française. **La discorde entre Algériens va tragiquement loin** : le FLN en mai 1957 massacre un village suspecté de sympathies MNA, des maquisards MNA se battent en 1957-1958 contre l'ALN, mais ils sont considérés comme peu sûrs par l'armée française et « liquidés » par les parachutistes en juillet 1958 ! À cette date, **le MNA, qui aurait pu en 1957 constituer une solution transactionnelle possible, est discrédité et pratiquement décimé en Algérie**, notamment par les raids punitifs de l'ALN : la partie est gagnée par le FLN, au prix de milliers de morts. C'est un des épisodes les plus tragiques de l'histoire du nationalisme algérien.

Carte de l'organisation française de l'Algérie

Carte de l'insurrection

Quel est l'écho international en 1956-1957 ? L'URSS est prudente jusqu'en 1958 et l'aide militaire du camp oriental provient de Tchécoslovaquie. Le

FLN cherche à faire vibrer la corde anticolonialiste de la nation américaine. Il rencontre des **sympathies au sein du Tiers Monde, actives de la part du Maroc et de la Tunisie**, à cause du mythe de l'unité du Maghreb, que l'on verra reflourir de temps à autre jusqu'au début du XXI^e siècle. Mohammed V et Bourguiba peuvent ainsi donner des gages à leur opposition de gauche, et ils caressent des espoirs de droit de regard sur l'évolution du FLN et **rêvent d'un éventuel partage du Sahara.**

Carte Sahara (D.Bouche)

Deux conséquences importantes : l'entretien de camps de réfugiés et les risques d'une co-belligérance de fait d'autant plus que des camps d'entraînement existent chez les deux voisins de l'Algérie. Le **Congrès de la Soummam (20 août-19 septembre 1956)** élabore une **plate-forme politique**, à tonalité révolutionnaire (blanquiste), au populisme politiquement révolutionnaire et socialement conservateur. Il réorganise l'ALN sur le modèle d'une armée régulière ; le territoire algérien est découpé en **6 wilaya** ; la direction suprême de la lutte révolutionnaire est donnée au CNRA (Conseil national de la Révolution algérienne). **Le Congrès marque les victoires des combattants de l'intérieur sur les diplomates de l'extérieur, des intellectuels politisés sur les soldats-paysans ALN (les Fellagha), des Kabyles sur les Arabes.** La fin de l'année 1955 et les premiers mois de 1956 avaient été marqués par une brusque recrudescence du terrorisme et par une extension géographique de la rébellion à la zone oranaise, à l'Ouest, jusqu'alors à peu près totalement épargnée. Cette double poussée va conférer pour un temps une réelle supériorité militaire au FLN.

L'année 1956 est donc globalement favorable à l'ALN qui détient l'initiative sur l'ensemble du territoire (Sahara exclu) et exerce une pression constante sur les populations. Non que l'armée française ne marque des points : à partir de l'été le quadrillage commence à porter ses fruits et, de janvier à septembre 1957, a lieu la **« bataille d'Alger »**. Dans la capitale se produit une succession d'attentats terroristes et le FLN appelle au début de janvier 1957 à la grève générale de la population musulmane. Incapable de maîtriser le terrorisme urbain, le ministre résidant Robert Lacoste décide de faire appel à l'armée. Le préfet d'Alger délègue le 7 janvier 1957 ses pouvoirs de police dans la zone d'Alger au général Jacques Massu (1908-2002), commandant la 10^e Division parachutiste, qui entreprend le quadrillage de la ville et se livre à la recherche systématique du renseignement. La fin est victorieuse pour la France, mais à quel prix ? En tout cas cela vaut une immense popularité aux « paras » auprès des Européens, le bilan est lourd pour le FLN et ce n'est pas avant plusieurs années qu'il parvient à mobiliser la population musulmane d'Alger ; enfin, c'est la remise en cause de la légitimité de la guerre en métropole : une victoire à la Pyrrhus, d'une certaine façon...

L'évolution des forces militaires en 1957 est pourtant défavorable au FLN : une armée française mieux aguerrie, mieux équipée et grossie de soldats « indigènes » (dits « harkis » *lato sensu*, 88 000 au 1er mai 1958) ; le barrage à la frontière tunisienne, à partir de l'été 1957. D'où la nécessaire recherche d'un deuxième souffle par le FLN en 1958.

II. LA GUERRE DURE PLUS LONGTEMPS SOUS LA VE REPUBLIQUE QUE SOUS LA IVE REPUBLIQUE

Dans ses *Mémoires d'espoir*, tout à fait caractéristiques et intéressants, de Gaulle prend le plan suivant : Les institutions / L'outre-mer / L'Algérie / L'économie / L'Europe / Le Monde / Le chef de l'État !!! **De Gaulle arrive au pouvoir en 1958 sans avoir de plan préétabli pour l'Algérie, l'équivoque est totale, l'ambiguïté est soulignée par la presse étrangère et la « guerre d'indépendance de l'Algérie » (une expression historique bien reçue des deux côtés de la Méditerranée 5) va durer plus longtemps sous la Ve que sous la IVe République.** De Gaulle a de grandes ambitions en politique extérieure et le souci du « rang », titre d'un chapitre des *Mémoires de guerre*, implique chez lui et dans le gaullisme, forme renouvelée de bonapartisme, un certain nombre de priorités. Première d'entre elles, **la priorité aux affaires intérieures et à l'Europe**, ensuite l'indépendance vis-à-vis des « Anglo-Saxons » et de l'ONU, la transformation du régime par la « constitution-*bis* » de 1962, celle de l'Union française par la formation de la Communauté (française), piètres « États-Unis de la France » comme écrit *Paris Match* 6, une **Communauté** qui va être de courte durée (1958-1960) et vite se déliter au profit d'états réellement indépendants, de la Coopération mais de la « Françafrique », néologisme de Félix Houphouët-Boigny en 1973. Pour de Gaulle l'Europe doit être indépendante, en particulier des États-Unis et il oppose l'« Europe européenne » et de l'« Europe atlantique », il préfère l'Europe des nations à un ensemble supranational.

De Gaulle, revenu au pouvoir en 1958, veut régler la question algérienne, mais dans quel sens ? Il y a des témoignages contradictoires, et de Gaulle a-t-il une position arrêtée en 1958 ? En tout cas, il veut libéraliser le vieux cadre de l'Union française en une Communauté française 7, en pensant surtout aux pays africains et malgache. Toutefois, la **Communauté** va très vite se disloquer, bien avant l'indépendance de l'Algérie. D'autre part, de Gaulle ne réussit pas à faire accepter sa formule d'État algérien bâti en association avec la France, et il doit se décider à désengager la France de l'Algérie...

Carte de l'insurrection

Carte de l'organisation française de l'Algérie

Avant que l'affaire algérienne soit évoquée à la session de l'automne 1959 de l'ONU, de Gaulle doit ressaisir l'initiative. D'abord il multiplie les allusions

5 Cf. Sylvie Thénault, *Histoire de la guerre d'indépendance algérienne*, Flammarion, 2005, 303 p.

6 Numéro du 11 juillet 1959.

7 Voir les chapitres VI à VIII de Frederick Cooper, *Français et Africains ? Être citoyen au temps de la décolonisation*, trad. fr., Payot, 2014, 633 p.

à l'autodétermination lors de son voyage auprès des militaires d'Algérie, fin août 1959. **Le 16 septembre 1959, il dissipe les équivoques lors d'une allocution qui est l'une des plus longues qu'il ait jamais consacrées à l'Algérie** : trois solutions sont possibles (la « sécession », la « francisation » et l'« association »), les préférences gaulliennes allant « au gouvernement des Algériens par les Algériens, appuyé sur l'aide de la France et en union étroite avec elle ». **Cette allocution est une coupure fondamentale dans le cours de la Guerre d'Algérie** : l'autodétermination, c'est la fin du régime colonial, l'indépendance devient possible, l'association étant une proposition neuve. En Algérie, la guerre continue, mais l'armée décide de jouer à fond la carte de la « francisation », l'autodétermination étant à ses yeux un moyen de se maintenir en Algérie. **Le GPRA est très embarrassé** : seule attitude concrète, admettre l'autodétermination avant l'indépendance, rompant ainsi avec sa politique antérieure ; mais l'attitude très méfiante du FLN fait rompre les négociations entamées à la suite de l'allocution. **On est donc à nouveau dans l'impasse fin 1959.**

À noter que **Nafissa Sid-Cara** (1910-2002) est **secrétaire d'État aux Affaires algériennes de 1959 à 1962**, menant un plan de scolarisation, de formation professionnelle et d'évolution juridique, avec la reconnaissance par le droit français des mariages coutumiers, mais de Gaulle, qui devra pourtant son élection de 1965 aux femmes, est indifférent à la féminisation de la vie politique.

Logiquement la proposition d'autodétermination amplifie l'opposition à la politique algérienne de De Gaulle : les pieds-noirs ont l'impression d'avoir été dupés, c'est la **rupture définitive entre les « ultras » d'Algérie et de Gaulle**, les activistes ne limitent pas leurs ambitions au seul maintien de l'Algérie française et plusieurs complots sont montés. Mais habilement de Gaulle rassure l'armée en lui donnant les moyens de poursuivre la pacification. Les ultras, bien mieux organisés d'ailleurs qu'en 1958, songent à un « nouveau 13 Mai », d'autant plus que le terrorisme s'intensifie et que le cafetier Joseph Ortiz, dit Jo Ortiz, caresse l'espoir d'être soutenu par l'armée. Les civils « ultras » tentent de faire basculer l'histoire, ou au moins l'armée, lors de leur tentative de blocage d'Alger, appelée **la semaine des « barricades » (24 janvier-1er février 1960)**. L'armée ne « marche » pas, malgré la bienveillance de certaines unités. La rébellion piétine — barricades bon enfant ravitaillées par les familles, concerts de casseroles et d'avertisseurs automobiles (Ti-ti-ti/Ta-Ta, « Al-gé-rie fran-çaise ! », musique qui devait beaucoup se faire entendre dans les deux années suivantes en Algérie et un peu en métropole), etc. — Alger s'installant dans l'insurrection. Aucun soutien n'est à attendre de la métropole, d'autant que les radios (on est au début de l'ère du « transistor ») l'informent abondamment et de façon plutôt sarcastique vis-à-vis des pieds-noirs

et que l'extrême droite métropolitaine a été mise hors d'état de nuire (ainsi, J.-M. Le Pen a été arrêté...). Au bout d'une semaine, les gesticulateurs des barricades se rendent, Pierre Lagaille est emprisonné ⁸, les hommes sont incorporés au 1er REP (Régiment étranger parachutiste). Pour la première fois depuis le début du conflit d'Algérie, le pouvoir n'a pas cédé devant les ultras.

De Gaulle prépare l'avenir : **les pourparlers avec le FLN reprennent ; lors d'un voyage auprès de l'armée en Algérie le Général propose une « Algérie algérienne liée à la France »**. Le FLN rompt les pourparlers (de Gaulle ne doit pas imposer « sa » solution) et essaie d'élargir son audience internationale, ainsi par le voyage en Chine de Krim Belkacem). Une partie de la jeunesse française accepte de plus en plus mal la poursuite du conflit et les désertions se multiplient. Les réseaux français d'aide au FLN se structurent. Francis Jeanson, professeur, philosophe, écrivain, recherché par la police, qui dirige le plus important de ces réseaux, tient une conférence de presse clandestine au cours de laquelle il pose clairement les problèmes de l'insoumission, de la désertion et de la lutte clandestine contre la guerre. Les **pourparlers de Melun (25-29 juin 1960)** avec le FLN sont un échec ; un grand nombre d'attentats ensanglantent l'été 1960. Éclate la bombe du *Manifeste des 121* sur « le droit d'insoumission dans la guerre d'Algérie », justifiant la désertion (septembre 1960) ⁹. L'armée française ne voit plus d'objectifs clairs et admis par de Gaulle qu'elle puisse partager et de plus en plus d'officiers sont proches des « activistes ». **C'est alors (4 novembre 1960) que de Gaulle évoque le caractère inéluctable de l'indépendance d'une « République algérienne »** ; il fait un voyage en Algérie en décembre : de grandes manifestations activistes et des émeutes franco-musulmanes l'impressionnent. Le **référendum du 8 janvier 1961** donne toute liberté au gouvernement de négocier les conditions de l'autodétermination avec le GPRA car de Gaulle obtient un « Oui franc et massif » en métropole. Mais 1960, c'est aussi une guerre qui s'éternise. Lorsque de Gaulle décide d'entreprendre de sérieuses négociations, la guerre se traîne depuis plus de six ans. Le FLN est épuisé, les deux communautés de l'Algérie irréconciliables, l'opinion métropolitaine aspire à la paix, les pieds-noirs sont prêts à tout pour défendre l'Algérie française : peuvent-ils entraîner une armée déchirée ? **Les suites du plan de Constantine se font sentir en 1960**. Il est empreint de la volonté de neutraliser politiquement la misère, non de la combattre, de la volonté de susciter la naissance d'une « troisième force » en développant les « élites ». **Les investissements français sont considérables**, les sociétés privées étant dotées

⁸ Pierre Lagaille est né à Courbevoie en 1931, mais ses parents s'installent à Blida en 1932. Cofondateur de l'OAS en 1961. Mort en 2014.

⁹ J.-F. Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises. Manifestes et pétitions au vingtième siècle*, Fayard, 1990, 365 p., réédition, Gallimard, coll. « Folio-histoire », 1996, 592 p., chap. VIII.

d'avantages énormes. L'industrie bénéficie du pétrole et du gaz (les gisements d'Hassi R'Mel et d'Hassi Messaoud ont été découverts en 1956) : plus de 15 millions de tonnes brut sont extraites en 1961. L'essor des **hydrocarbures** provoque la naissance de nouvelles installations dans les mines et la métallurgie.

L'opinion française est lasse de la guerre dès 1960. Le conflit algérien est devenu une des préoccupations majeures du peuple français et fait la « une » de tous les périodiques, quotidiens et mensuels surtout. L'opinion évolue progressivement, sous l'impulsion de De Gaulle, vers la solution de l'indépendance négociée avec les représentants du FLN. **Les métropolitains approuvent le discours sur l'autodétermination, que les pieds-noirs considèrent comme une trahison :** le mythe de l'Algérie française est bien mort sur les barricades de 1960 pour la grande majorité des Français. Les grands partis politiques ont eux aussi, dans leur grande majorité, suivi la politique de De Gaulle, même si certains n'ont pas ménagé leurs critiques contre le pouvoir personnel et si à l'UNR des dissensions graves se sont fait jour. **Un rôle d'aiguillon est joué par les nouveaux partis socialistes, d'extrême gauche,** le Parti socialiste autonome (PSA) et le Parti socialiste unifié (PSU), nés en 1958 et 1960. Une crise de conscience traverse les futurs appelés, les appelés, les étudiants (la première grande manifestation de l'UNEF a lieu le 27 octobre 1960 (10), les réseaux de soutien (« porteurs de valise ») sont vivaces, dont le réseau Jeanson, le *Manifeste des 121* est signé et publié le 4 septembre 1960 (11). **Frantz Fanon** (1925-1961), psychiatre et militant anticolonialiste, né à Fort-de-France, en Martinique, ancien combattant volontaire de la Seconde Guerre mondiale (blessé et décoré), formé à sa vocation médicale en France métropolitaine, est nommé en novembre 1953 médecin-chef de l'hôpital de Blida-Joinville, en Algérie, et il livre une bataille déterminée contre la psychiatrie coloniale et ségrégationniste. Praticien d'envergure, psychiatre éclectique, Fanon regarde le fou comme un être humain partagé entre l'aliénation et la liberté. L'œuvre scientifique de Fanon part d'une réflexion fondamentale sur la spécificité de la psychiatrie par rapport à la neurologie, sujet de sa thèse de médecine soutenue en 1951. Il publie ensuite des articles sur les traitements neuropsychiatriques dont il avait fait l'expérience et sur leurs limites, puis s'oriente vers une approche sociothérapeutique dont les difficultés l'amènent bientôt à étudier le rôle essentiel de la culture dans le développement des maladies mentales. En Tunisie, où il arrive en 1957, il écrit des éditoriaux pour *El Moudjahid* (1957-1959), sans signature. Son

10 Cf. A.Monchablon, *Histoire de l'UNEF de 1956 à 1968*, PUF, 1983, 205 p. et sa contribution à l'ouvrage collectif, *Cent ans de mouvements étudiants*, Syllepse, 2007, 434 p., pp. 71-82.

11 J.-F.Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises*, op. cit., chap. VIII. Dans le sujet, peut-être contrairement aux apparences, L.Bertrand Dorléac, *L'ordre sauvage. Violence, dépense et sacré dans l'art des années 1950-1960*, Gallimard, 2004, 408 p., chapitre 5.

œuvre 12, ce sont aussi des ouvrages « tiers-mondistes » : *Peau noire, masques blancs*, le premier livre de Fanon (1952), *L'an V de la Révolution algérienne* (1959) et surtout *Les Damnés de la Terre*, qui sort en 1961, quelques semaines avant son décès, de leucémie.

Les gaullistes ont-ils été « secoués » par la politique gaullienne ? La question de l'Algérie française ne pourra diviser qu'assez peu le mouvement : l'extrême droite, proche des ultras d'Alger, démissionnera ou sera exclue, et, dans l'ensemble, la plupart des militants qui avaient été pourtant de chauds partisans de l'Algérie française accepteront sans protester, publiquement au moins, l'évolution de la politique menée par leur chef. Il s'agit donc d'un parti de « grognards », d'aucuns diront de « godillots » qui obéissent aux directives venues de l'Élysée.

La guerre d'Algérie provoque des remous, avec notamment l'exclusion le 25 avril 1960 de Jacques Soustelle qui avait, depuis 1945, joué un rôle central dans le mouvement gaulliste, et à ce propos le Premier ministre de l'époque, Michel Debré écrit : « l'UNR n'a de valeur, n'a de sens, n'a de légitimité que dans la mesure où son action épouse totalement les directives politiques du général de Gaulle. » De ce point de vue, entre 1960 et 1962, le mouvement prendra un tournant déterminant : **les deux dernières années de la politique algérienne du général De Gaulle le conduiront à rompre totalement avec l'extrême droite** activiste dont les gaullistes avaient été longtemps assez proches. La lutte contre l'OAS, après les souvenirs de celle menée contre Vichy, ancre solidement le mouvement gaulliste dans le camp républicain et démocratique. Cette stabilisation se double entre-temps d'une ouverture à gauche. En effet, au printemps 1959, le général encourage certains, ouverts aux problèmes sociaux, à fonder un mouvement de gaullisme de gauche, destiné aussi à concurrencer l'UNR : ce sera l'Union Démocratique du Travail (UDT).

Allons plus loin quant à la **méfiance du général de Gaulle envers l'UNR**. Il a été échaudé par le fiasco final du RPF ; l'UNR fédère un ensemble de mouvements dont certains peuvent être tentés de faire passer la fidélité à l'Algérie française avant la fidélité à l'homme du 18 Juin. **Lorsque la crise interne, sur l'avenir de l'Algérie, a lieu, la fidélité gaulliste l'emporte. Elle éclate à propos de l'offre, faite par le général de Gaulle le 16 septembre 1959, de l'autodétermination aux Algériens. Aux premières Assises de l'UNR à Bordeaux les 13-15 novembre 1959, Jacques Soustelle et ses amis partisans de l'Algérie française pressent l'UNR de prendre parti pour la francisation. Jacques Chaban-Delmas, inventant la notion de**

12 Un ouvrage fondamental est sorti il y a peu : *Écrits sur l'aliénation et la liberté. Textes réunis, introduits et présentés par Jean Khalifa et Robert Young*, La Découverte, 2015, 678 p. Aussi A.Cherki, *Frantz Fanon*, Seuil, 2000, 380 p., réédition, coll. « Points », 2016, 408 p.

« domaine réservé » du président de la Ve République, demande aux gaullistes de se contenter de suivre le général de Gaulle dans ce qu'il appelle le « secteur présidentiel » (Algérie, Communauté, Affaires étrangères et Défense), quitte à le précéder, le cas échéant, dans le vaste « secteur ouvert » que constituent la Santé, l'Éducation, la Culture, les Finances, l'Économie, le Travail, l'Information et la Justice. Albin Chalandon et Roger Frey, les proches du général de Gaulle, qui n'entend se laisser enfermer ni dans une option prématurée sur l'avenir de l'Algérie ni dans un domaine réservé, obtiennent finalement le vote d'une motion vague préconisant « le maintien d'une étroite union entre la métropole et l'Algérie », sans en définir les modalités.

Finalement, l'affaire algérienne entraîne **bien le départ ou l'exclusion d'une trentaine de dirigeants et députés UNR**, dont Jacques Soustelle (exclu le 25 avril 1960 après les « barricades » à Alger) et Léon Delbecq, **mais le gros de la troupe se rallie à l'indépendance de l'Algérie et demeure fidèle**. Si bien qu'en novembre 1962, à l'occasion des législatives qui lui donnent avec ses alliés républicains indépendants la majorité absolue des sièges à l'Assemblée nationale, **l'UNR fusionnera avec l'UDT** (Union démocratique du travail). La famille gaulliste sera rassemblée et formera l'essentiel de « la majorité » que de Gaulle autorisera, cette fois, à se réclamer de lui lors des élections législatives.

Le « camp » de l'Algérie française se développe en 1960, constituant le Front de l'Algérie française (FAF, 15 juin 1960). Le général Raoul Salan (1899-1984), à la retraite, prend ouvertement parti pour l'Algérie française : il est contraint de **s'enfuir en Espagne et crée l'OAS (Organisation de l'Armée secrète)**. C'est que l'Algérie française sert de catalyseur, de point extrême de cristallisation au mouvement de résistance à l'« abandon » colonial en raison de la **place particulière de l'Algérie** : l'ancienneté de la présence française, le statut particulier de ces trois départements, la présence d'Européens nombreux, et c'est le « dernier » territoire colonial français... L'abandon de l'Algérie serait la ruine de la civilisation en Algérie ! Comme dit Georges Bidault : « Ce qui est en danger, ce n'est pas seulement l'œuvre de la France, l'ordre qu'elle a institué, le progrès social qu'elle a apporté et qui, tout imparfait qu'il soit, disparaîtrait avec elle ; c'est toute une civilisation digne de ce nom... » La question est en outre présentée comme un **problème de survie de la Nation française** et Soustelle de s'écrier, en faisant chorus sur le « pas seulement » de Bidault : « Le drame n'est pas seulement celui de l'Algérie, c'est celui de la décadence... Abandonner l'Algérie, c'est condamner la France à la décadence... » La guerre a un caractère de guerre psychologique, avec idée de revanche sur l'« Indo » (la guerre d'Indochine) et les *fellagha* sont couramment appelés les « Viets »...

Des idéaux nouveaux sont apparus, mais beaucoup trop tardivement, par l'intermédiaire du progrès économique et social. À l'époque de la « nouvelle frontière » de Kennedy, les tenants de l'Algérie française argumentent, comme Soustelle, que c'est un moyen aussi de **rénovation pour la France** et il y a de très nombreuses publications à ce sujet. En Algérie, et aussi en métropole donc, le **camp de l'Algérie française** est une **coalition** sociale, politique et culturelle. On y trouve une bonne partie des Européens d'Algérie, qui se jugent menacés dans leurs foyers, leurs modes de vie, des officiers, des groupements fascisants comme « Jeune Nation », des cercles catholiques intégristes comme la Cité catholique, certains gaullistes de 1958 (Soustelle par exemple), une frange de la démocratie chrétienne (Georges Bidault et plusieurs personnalités MRP), certains socialistes de 1956 ou d'avant, une bonne partie de la presse et pour les trois droites de René Rémond, dont l'ouvrage est alors tout récent, c'est un nouveau regroupement passager.

Quelle est la mentalité de l'armée en 1960 ? Totalement acquise à l'intégration, l'armée s'est crue en mesure de l'imposer à de Gaulle. Une minorité d'officiers est sensible aux idées des activistes et se fait une fausse idée de l'opinion métropolitaine car ces militaires ne lisent que les journaux d'Algérie ! Il s'agit d'une minorité voyante et active, celle des « paras », dont ceux de la Légion, que ne répugnent pas les chants nazis et le folklore le plus désuet. Ce sont des « soldats perdus », comme les frères Clovis et Kléber Creste, portraiturés par Hélène Erlingsen **13**, conscients pour certains d'avoir mené une guerre très immorale, et qui ne veulent pas admettre avoir vendu leur âme au diable pour rien. La rupture est totale et définitive avec de Gaulle : **quelques officiers sont désormais prêts à renverser le régime**, personne ne songeant parmi eux aux réactions du **contingent**, considéré comme une « main-d'œuvre saisonnière » ; or, le contingent c'est 90 % des effectifs de l'armée en Algérie et le reflet d'une société métropolitaine plus urbaine, plus civique, moderne et instruite... Et cette participation massive et longue du contingent à la guerre d'Algérie, alors que la paix règne dans l'Europe d'une Guerre froide qui ne devient pas chaude, fait cruellement ressentir les pertes subies au sein de l'armée française, c'est-à-dire au sein de la société française des Trente Glorieuses et en complétant bien souvent les monuments aux morts communaux.

De nouvelles rencontres ont lieu, mais le FLN refuse que s'ouvrent de véritables négociations (à Évian-les-Bains, Haute-Savoie) si le MNA est invité et d'autre part il multiplie les attentats. Les Européens d'Algérie vivent dans la terreur

13 H.Erlingsen, *Soldats perdus. De l'Indochine à l'Algérie dans la tourmente des guerres coloniales*, Bayard, 2007, 718 p. « Deux garçons [le père et l'oncle de l'auteur] pauvres et moralement abandonnés, engagés dans la Résistance du Sud-Ouest de la France puis dans l'armée coloniale pour l'un, la Légion étrangère pour l'autre. Deux simples soldats embarqués dans la tourmente des guerres coloniales [...] ».

de la négociation qui conduirait inévitablement à l'indépendance ; ils **rêvent de voir l'armée « basculer » de leur côté. L'OAS perpètre des attentats** au plastic (un explosif) contre des musulmans et des « libéraux » (en Algérie et en France). On a toujours parlé de « **putsch des généraux** », mais en réalité les conjurés, à la préparation fort insuffisante, ne vont commettre qu'une « fronde », qui éclate le 22 avril 1961. L'OAS est née en Espagne franquiste et les conjurés n'ont pu que penser aux événements espagnols de juin 1936. Va-t-on vers une réédition d'événements africains et européens qui n'ont que 22 ans et dont la majorité de la population métropolitaine se souvient ? C'est la stupeur en métropole, la déception en Algérie car tous les officiers ne suivent pas, tant s'en faut, la Marine et la majeure partie de l'Aviation restent en dehors du « coup », les conjurés ne reçoivent aucun appui extérieur : on n'est pas en 1936. De surcroît les conjurés de métropole sont capturés et surtout l'hostilité du contingent est manifeste. Or, à cause de la longueur du service et de son instruction relative, il forme la moitié des sous-officiers et une partie des officiers. Les frondeurs ne sont, selon l'expression méprisante de De Gaulle, qu'un « **quarteron** » (le quart d'une livre) de généraux, Maurice Challe, Raoul Salan, Edmond Jouhaud et André Zeller, les deux derniers étant anciens chefs d'état-major des armées de terre et de l'air, sans possibilité d'action prolongée. **Font merveille le sang-froid de De Gaulle, son optimisme, la magie de son verbe, très audible lors de son allocution radiotélévisée du 23, qu'il conclut par le génial « Aidez-moi ! », en fait répété de l'allocution du 27 juin 1958, et l'emploi de l'article 16 de la constitution.** La gauche mobilise efficacement (une massive grève générale d'une heure le 24, même dans les établissements scolaires) ; la Défense nationale gesticule quelque peu (des chars et des mitrailleuses un peu partout dans Paris, par exemple) ; la condamnation internationale est unanime. L'effondrement du putsch est rapide — dès le 26 avril — les frondeurs se rendant ou se réfugiant dans la clandestinité. Putsch ? non, pschitt ! (mot de l'époque) : l'armée en est marquée pour longtemps ; il ne reste plus que la force aveugle de l'OAS et le désespoir des Européens, qui sont prêts désormais à cautionner n'importe quel mouvement leur promettant de conserver l'Algérie à la France, serait-ce au prix de toutes les violences. Aussi deviennent-ils massivement complices de l'OAS, qui saura bien vite exploiter leur traumatisme. **De difficiles négociations de paix commencent à Évian le 20 mai 1961 et vont aboutir seulement le 18 mars 1962, après trois interruptions.**

Si on parle souvent de **décolonisation « ratée »**, qui serait le fait de la France, et de décolonisation « réussie », pratiquée par la **Grande-Bretagne**, une vision plus nuancée s'impose ! On peut difficilement considérer comme réussies des décolonisations qui, en Inde, au Nigeria ou en Palestine, ont laissé face à face

des communautés qui ne demandaient qu'à s'affronter. Réciproquement, le caractère dramatique des indépendances indochinoise et algérienne ne doit pas masquer l'évolution relativement pacifique du reste de l'empire français et le maintien ultérieur de liens étroits entre la France et les nouvelles nations.

III. GUERRE D'ALGERIE ET POLITIQUE INTERIEURE FRANÇAISE

Carte de l'organisation française

1°) Poujadisme et guerre d'Algérie

Durant l'été 1954 le gouvernement de Pierre Mendès France était devenu la cible privilégiée de l'UDCA et de son chef, début d'une **radicalisation à droite** qui est accentuée à partir de novembre 1954 par le déclenchement de l'insurrection algérienne. Poujade qui organise à Alger le premier congrès de l'UDCA, juste après la « Toussaint rouge », devient, en effet, le **défenseur inconditionnel de « l'Algérie française »** et le **pourfendeur de tous les « abandons »**. Dans son mouvement, il commence à faire le ménage, éliminant les éléments qui lui paraissent trop proches du parti communiste.

Durant cette seconde période, celle de l'ancrage à droite, le mouvement de Pierre Poujade ne se contente pas de progresser dans les zones rurales, il réussit aussi un remarquable enracinement urbain. Il étend ses bases sociologiques, au nom de la *Fraternité française*, titre de son hebdomadaire, financé par un « gros », l'Algérois Paul Chevallet, en s'adressant maintenant aux paysans et en créant en mars 1955 « l'Union de Défense des Paysans », exploitant le mécontentement très vif qui existe dans de nombreuses régions rurales. Puis en octobre 1955 Poujade lance son « appel aux jeunes » afin de créer « l'Union des Jeunes ».

Un certain nombre de personnages, clairement situés à l'extrême droite, trouvent dans ce mouvement **une structure d'accueil** où ils peuvent faire l'expérience de la lutte politique : c'est vrai à court terme des « **activistes** » algérois et à long terme de **Jean-Marie Le Pen** pour qui le poujadisme, dont il fait partie intégrante, sera rapidement un modèle à dépasser.

2°) L'Algérie et la crise de 1958

C'est la crise ultime qui abat la IV^e République et porte à la tête de l'État le général de Gaulle. **Tournant dans l'histoire politique de la France contemporaine, cette crise est aussi dans l'histoire de la guerre d'Algérie : de Gaulle, amené au pouvoir par les partisans de l'Algérie française, peut, grâce à son autorité morale, imposer une négociation avec le FLN qui aboutit à l'indépendance de l'Algérie.** Il n'en est pas moins vrai que, pour certains démocrates, la naissance de la Ve République se fait dans l'atmosphère trouble d'un **pseudo coup de force militaire...**

De 1956 à 1958 la France s'enlise dans le conflit algérien qui entraîne une profonde coupure de l'opinion. Dans la jeunesse, chez les **étudiants**, dans le monde syndical, on admet de plus en plus mal l'engagement français contre ce qui apparaît

comme la volonté d'indépendance nationale de tout un peuple. Les **méthodes employées par l'armée** — le regroupement autoritaire des populations et l'emploi dans la lutte anti-terroriste de méthodes d'interrogatoire musclées — soulèvent dans les milieux démocrates une profonde indignation. Certains n'hésitent donc plus à prendre ouvertement **fait et cause pour le FLN**. À l'inverse, une autre partie de l'opinion se montre totalement hostile à tout ce qui peut sembler être une atteinte au principe de **la souveraineté nationale sur l'Algérie**. À ses yeux cette terre, française depuis 1830, fait partie intégrante de la nation et vouloir ne serait-ce que négocier à son sujet relève de la pure trahison. On souligne aussi l'importance numérique de la communauté française dans ce pays et les preuves d'attachement données tant par les Européens que par les Musulmans lors des deux guerres mondiales. Enfin, les méthodes terroristes du FLN, avec la pratique d'attentats aveugles et souvent atroces, contribuent à dresser contre les nationalistes algériens une bonne partie de l'opinion publique métropolitaine.

Face à la dégradation de la situation en Algérie, les gouvernements de la IV^e République semblent comme frappés d'impuissance. Pourtant les élections de 1956 avaient envoyé au Parlement une majorité claire, groupée dans le **Front Républicain**, qui s'était engagée à trouver une solution, négociée, s'il le fallait, au problème algérien. Or la **politique conduite par Guy Mollet** s'est orientée dans une direction inverse, n'hésitant pas à envoyer le contingent en Algérie et à augmenter massivement la durée du service militaire. **De nombreuses familles françaises se trouvent maintenant directement concernées** dans la personne de leurs enfants par la guerre d'Algérie. Face à un tel engagement, une partie de la gauche et même des membres éminents du parti socialiste font savoir qu'ils ne soutiennent plus le gouvernement de Mollet. Pour survivre, ce dernier est contraint de chercher des appuis compensatoires chez ses vieux adversaires du MRP. Puis en mai 1957, jugeant les risques d'éclatement de son propre parti trop importants, Guy Mollet choisit de se faire renverser. La chute de ce gouvernement ouvre **une longue période d'instabilité**, aucune majorité cohérente n'existant plus au Parlement. Pourtant, tous les responsables politiques savent qu'une issue du conflit ne peut pas être militaire et que la négociation avec le FLN est inévitable. **Les gouvernements de la République n'ont plus l'autorité nécessaire pour faire accepter une telle politique aux Français d'Algérie d'abord et à l'armée ensuite.** En effet, le gouvernement ne réussit plus à tenir l'armée, lancée en Algérie dans des opérations politico-militaires, visant à obtenir le ralliement à la France des populations musulmanes jusqu'alors passives. On l'a vu, **le corps des officiers prend de plus en plus ouvertement des positions politiques** et l'armée se sent mal aimée et mal comprise par l'opinion française et peu soutenue par un gouvernement trop faible.

Tout ceci crée en 1958 une situation favorable à la **renaissance de l'extrême droite**. En métropole on voit prospérer de petits groupes ouvertement fascistes, comme Jeune Nation, qui développent les vieux thèmes de l'antiparlementarisme, demandant la mise en place d'un pouvoir autoritaire et donc non démocratique. À cela s'ajoute une **forte xénophobie** et un violent racisme anti-arabe. Mais c'est surtout chez les **Français d'Algérie** que l'extrême droite trouve un large écho et nombreux sont ceux qui souhaitent l'établissement à Paris d'un pouvoir militaire permettant une politique de force en Algérie. Face à ces menaces de l'extrême droite, **le gaullisme constitue une alternative crédible**. Après le 13 mai 1958, le ralliement au général de Gaulle paraîtra à beaucoup de Français comme la seule possibilité permettant d'éviter un pouvoir dictatorial en France. En effet, à la différence de l'extrême droite, les gaullistes ne songent nullement à renverser la démocratie, mais à **utiliser le trouble créé pour permettre le retour du général de Gaulle**. Le pouvoir politique se décompose dès avant le 13 mai 1958. Les forces de l'ordre, elles-mêmes, semblent assez peu sûres et, peu avant le 13 mai les policiers en tenue manifestent bruyamment devant le Palais-Bourbon, montrant l'ampleur de l'antiparlementarisme dans ce corps et la perte de crédibilité de l'État. Au même moment, **les complots se multiplient** et dans les jours qui précèdent le 13 mai le service des écoutes téléphoniques fait parvenir au gouvernement des informations précises sur un complot d'extrême droite. Mais les dirigeants français sont bien incapables de réagir.

Dans la capitale algérienne les complots se sont multipliés. Il y a d'une part l'action préparée par les groupes d'extrême droite avec Lagailarde, très influent dans le monde des étudiants, les monarchistes regroupés autour de Robert Martel, les « cagouleurs » ou encore les anciens poujadistes comme le cafetier Jo Ortiz. Les gaullistes de leur côté ont placé leurs hommes : Chaban-Delmas, ministre de la défense, expédie à Alger un de ses hommes de confiance, Léon Delbecque (1919-1991), qui en avril 1958, installe outre-Méditerranée un « comité de vigilance », dont la mission est de tirer profit de tout événement grave. Pour les gaullistes, Jacques Soustelle, ancien gouverneur de l'Algérie, très aimé des Français d'Algérie, joue un grand rôle, en liaison avec le tout-puissant Alain Le Moyne de Sérigny (1912-1986), directeur de *L'Écho d'Alger* **14**. Il est aussi en contact avec Michel Debré, avocat tonitruant de l'Algérie française dans son journal *Les Cahiers de la colère*. Tous ces groupes s'agitent donc à un moment où, le 15 avril 1958, le gouvernement de Félix

14 L.Schmitt, « Alain de Sérigny, homme de presse et acteur politique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2016, pp. 89-101.

Gaillard est renversé, ouvrant ainsi un vide politique à Paris alors que la crise mûrit à Alger.

Au point de départ de la crise de mai 58, il y a l'exécution le 23 avril à Alger de trois terroristes du FLN. La riposte des nationalistes algériens est l'exécution de trois soldats prisonniers, pris au hasard. Ces soldats tués sans jugement, au mépris des « lois de la guerre » (toutefois officiellement, il n'y a pas de « guerre », mais une « pacification ») constituent l'étincelle qui fait exploser la situation algéroise. Dès le 9 mai, lorsque la nouvelle de cette exécution parvient, le général Salan, commandant en chef les forces françaises en Algérie, envoie au gouvernement un message sous forme d'ultimatum déclarant entre autres : « L'armée sentirait comme un outrage l'abandon de l'Algérie. On ne saurait préjuger une réaction de désespoir ». Ce faisant, les militaires réagissent aux **propos tenus par le nouveau président du Conseil pressenti, Pierre Pflimlin** qui le 23 avril dans le journal *Le Nouvel Alsacien* avait déclaré : « il existe une troisième politique... engager des pourparlers avec ceux qui se battent pour déterminer les modalités d'un cessez-le-feu. » **Il est donc évident, le 9 mai, que l'armée est sur le point d'intervenir dans la vie politique française.** Or le 13 mai, une cérémonie à la mémoire des soldats exécutés par le FLN est prévue au monument aux morts d'Alger, à un moment où un vide politique s'est créé en Algérie, avec le rappel à Paris du gouverneur Lacoste. En conséquence **la manifestation prévue le 13 mai dégénère. La foule s'empare du siège du pouvoir politique en Algérie, le Gouvernement Général,** et sous la pression de l'émeute les généraux Massu, chargé du maintien de l'ordre à Alger, et Salan, général en chef, forment, avec d'autres personnalités locales, un Comité de Salut public. Loin de chercher à « renverser la République », les activistes algérois cherchent alors surtout à empêcher l'investiture de Pierre Pflimlin par l'Assemblée nationale : ils n'ont **aucun projet politique cohérent** à moyen et long terme. **À juste titre on peut rapprocher le 13 mai 1958 du 6 février 1934** et le définir avec André Siegfried comme « un 6 février qui a réussi ». Il est certain que la faiblesse même du pouvoir politique parisien donne à cette émeute un prolongement politique imprévu et transforme ce qui n'est qu'une crise gouvernementale en crise de régime.

En effet **le 14 mai l'Assemblée nationale, face au danger, vote l'investiture de Pierre Pflimlin, qui avait formé un gouvernement.** À Alger c'est le désarroi, car l'armée n'a pas prévu de se dresser contre le gouvernement légal de la République et deux pouvoirs opposés sont en train de se dresser de part et d'autre de la Méditerranée. **Le gouvernement est totalement dépourvu de moyens d'action sur le territoire algérien** et il n'y contrôle plus la situation. L'appel pathétique du Président de la République, René Coty, aux forces armées, pour leur demander de rentrer dans l'obéissance, n'a aucun écho. Pour maintenir une fiction de légalité le gouvernement

est réduit à un subterfuge pathétique : déléguer les pleins pouvoirs au général Salan, qui est en même temps président du Comité de Salut public ! Ce général se trouve donc dans une situation paradoxale, incarnant deux pouvoirs à la fois... L'impuissance du gouvernement apparaît clairement lorsque l'armée fait savoir que le ministre de l'Algérie ne peut se rendre à Alger et le pouvoir parisien semble de plus en plus désespéré, l'administration n'étant de surcroît plus sûre, la fidélité des forces de l'ordre et de l'armée en métropole n'étant en outre pas évidente. Le général commandant la région militaire de Toulouse et le commandant du groupement blindé de Rambouillet promettent même leur appui aux militaires d'Alger, dans le cadre de la mise sur pied d'un **projet d'action en métropole**, l'opération « Résurrection ». Jamais la France n'a été aussi près d'une guerre civile, pouvant ressembler à celle qui concerna l'Espagne 22 ans plus tôt, tout le monde y songe à ce moment.

La crise ne peut s'éterniser à cette échelle et les militaires en Algérie craignent que le gouvernement ne coupe les vivres et l'argent. Pour sortir de l'impasse, dès le **15 mai 1958**, le général Salan, à la fin d'un discours à Alger crie : « **Vive De Gaulle** ». Pourquoi ? Loin d'être un admirateur du général de Gaulle, Salan a été convaincu par les gaullistes de son entourage, et notamment Massu, que le recours à l'homme du 18 Juin est, dans une telle impasse, la seule issue. Cet appel rencontre d'ailleurs un réel écho en France métropolitaine, où des officiers supérieurs comme le général Challe font connaître leur sympathie pour l'œuvre entreprise à Alger. Par ailleurs, *le 16 mai à Alger on assiste à l'intervention des foules musulmanes pour soutenir le mouvement*. Soit il s'agit d'un engagement sincère des musulmans pour une solution française, à preuve les scènes de fraternisation qui ont lieu à Alger comme dans les autres villes d'Algérie ; soit c'est un mouvement fabriqué de toute pièce par l'armée, qui réussit bien l'encadrement de la population musulmane. Une troisième hypothèse est que les masses musulmanes ne soutiennent nullement les thèses de l'Algérie française, de Gaulle incarnerait, au contraire, à leurs yeux, la fin du statut colonial.

Qu'en est-il d'ailleurs des idées gaulliennes sur la question ? Au 15 mai, le général De Gaulle reste un sphinx. Depuis sa retraite il est convaincu de son retour prochain au pouvoir et dès le début de l'année 1958, il fait savoir qu'à ses yeux le pouvoir politique a perdu toute sa légitimité. Mais il est aussi resté **habilement à l'écart de toutes les conspirations**, même si ses fidèles s'y engagent. Lui-même avait montré depuis longtemps son attachement à la République et à la démocratie ; en janvier 1958, il rappelle encore qu'il ne reviendra au pouvoir que si une majorité de Français le désire. **Sur l'Algérie elle-même, ses déclarations ont été ambiguës**. Tout le monde sait en 1958 qu'il est l'homme de la déclaration de Brazzaville, qui a amorcé la décolonisation française et qu'il n'a pas une sympathie très grande pour les colons

qui ont opté massivement pour le pétainisme durant la guerre. Mais à l'inverse, certaines déclarations, dans le plus pur style gaullien, condamnent la politique d'abandon menée dans nos colonies et à un de ses visiteurs n'avait-il pas déclaré, sous forme de boutade : « ils abandonneront l'Algérie, puis ce sera l'Alsace-Lorraine, la Bretagne et il ne restera plus que l'Auvergne parce que personne n'en veut » ? **Aucun témoignage n'est probant** et aucun visiteur de Colombey ne peut se targuer d'avoir connu l'opinion du général. En avait-il une, d'ailleurs ? ... Quoiqu'il en soit, pour la masse des Français, l'homme, avec le **charisme** que lui confère son rôle dans la Libération du pays, apparaît comme la seule personne capable de sortir le pays de la crise et d'éviter la guerre civile, ce qui est tout autre chose. D'autant qu'à Alger les militaires marquent leur impatience et l'opération Résurrection prend forme : elle est fixée au 28 ou au 29 mai, une force de 5 000 parachutistes doit s'emparer des principaux centres névralgiques parisiens. Signe inquiétant, **le 24 mai la Corse bascule du côté d'Alger.**

Dans ce contexte dramatique, **le 15 mai De Gaulle déclare qu'il se tient prêt à « assurer les pouvoirs de la République »**. Il répond ainsi à l'appel de Salan, mais pour les démocrates cette déclaration est interprétée comme une manifestation de solidarité avec les militaires et les « fascistes » d'Alger. L'intervention du général rend illusoire toute négociation et tout compromis avec les insurgés d'Alger, elle complique la situation et porte un coup fatal à l'autorité du gouvernement légal de la République. Le pouvoir va-t-il connaître une dissolution progressive ? Pour ce qui concerne le personnel politique, on saura plus tard que **l'idée de recourir au « plus illustre des Français », pour reprendre la formule de Coty, ne cesse de hanter tout au long de la crise le président de la République et que tous les « caciques » du régime jugent en leur for intérieur le recours à de Gaulle inévitable.** Cependant, le journal *Paris-Presse*, qui avait publié le 28 février un article de Georgette Elgey intitulé « Prochaine rentrée politique du général de Gaulle [...] dans le cadre de la légalité républicaine », interroge 34 personnalités politiques sur l'opportunité d'un appel au général, les résultats sont publiés dans son numéro du 10 mai, et un seul avis, celui de Paul Antier, est ouvertement favorable **15**.

Conscient des réticences que son intervention du 15 mai avait provoquées, le général tente de corriger le tir par une **conférence de presse qu'il tient le 19 mai, dans l'hôtel de l'ancienne gare d'Orsay**, qu'il était alors question de transformer en aérogare. Il affirme son attachement à la République et rappelle son rôle dans le rétablissement de la démocratie au lendemain de la seconde guerre mondiale. Lors de cette conférence de presse radiodiffusée et filmée, il évoque son âge, soulignant

15 Cf. Pierre Viansson-Ponté, *Histoire de la République gaullienne*, 2 vol., tome I, Fayard, 1970, 576 p., réédition, Fayard, 1981, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1984, 840 p., chapitre 1 ; M. Winock, *L'agonie de la IV^e République. 13 mai 1958*, Gallimard, 2006, 384 p., réédition, 2013, 495 p.

que ce n'est pas à 67 ans « qu'on devient dictateur » et s'inscrivant tacitement dans la tradition ancienne **du recours à la personnalité politique âgée, chargée d'expérience et de gloire, en cas de crise, comme en 1870 et en... 1940.** Une telle prestation médiatique ne peut manquer d'avoir un très grand écho dans une population désorientée. **Mais au niveau politique rien n'est réglé et un trouble réel règne chez les élus.** Pour certains comme Mendès France ou Mitterrand, de Gaulle prête son nom à un coup de force contre la République, c'est donc un factieux avec lequel on ne peut pas transiger. À l'inverse, pour la plus grande partie des élus, à l'exception des communistes, de Gaulle donne de telles preuves d'attachement à la République qu'on ne peut le suspecter et au contraire, avec son extraordinaire popularité, il est le seul rempart possible contre les « factieux d'Alger ».

Dans ce contexte de crise politique, plusieurs éléments font pencher la balance en faveur d'un retour du général au pouvoir. Tout d'abord, **l'évolution du chef de la SFIO, Guy Mollet, qui se rapproche progressivement du général de Gaulle.** De l'attitude des socialistes dépend en effet, eu égard à la composition de l'Assemblée nationale, la constitution d'une majorité favorable à un gouvernement présidé par le général. **De Gaulle ne reste pas inactif et multiplie les contacts politiques : dès le 26 mai, il rencontre le Président du Conseil, Pflimlin, qui refuse d'offrir sa démission. Le 28 mai, il rencontre le président de l'Assemblée nationale (depuis 1954), André Le Troquer et celui du Conseil de la République, Monnerville.**

Les résultats sont peu encourageants, les deux hommes élevant des objections constitutionnelles à un retour du général. Mais en même temps ses **contacts avec les socialistes permettent de débloquer la situation.** Guy Mollet est convaincu que la seule issue démocratique c'est le retour au pouvoir du général de Gaulle. Les efforts de Mollet portent sur les formes de ce retour : il réussit à convaincre le général de Gaulle d'accepter de jouer le jeu institutionnel et de se présenter devant le parlement pour une investiture dans une forme régulière. D'autre part, le général est conscient de l'urgence d'une solution pour éviter un recours à la force et dès le 27 mai, au lendemain de son entrevue pourtant négative avec Pflimlin, **il annonce publiquement qu'il a entamé « le processus régulier nécessaire à l'établissement d'un gouvernement républicain », mais à cette date aucun accord n'est conclu ! C'est un coup de poker magistral car d'une part l'opinion publique est désormais persuadée du caractère inéluctable du retour au pouvoir du général de Gaulle et d'autre part les hommes politiques sont pris à contre-pied, mis devant le « fait » accompli, n'osant plus, dans un tel climat, démentir et protester !** Enfin le Président de la République, lui-même, René Coty, jette dans la balance le poids de sa démission si les partis bloquent le retour aux affaires du général. **Le 28 mai, c'est Pierre Pflimlin qui démissionne et le 29 le président Coty demande au général de former un**

gouvernement. Une procédure régulière est dès lors entamée pour conduire à **l'investiture du général De Gaulle, le 1er juin 1958.** Immédiatement à Alger l'opération Résurrection est annulée : les militaires, sentant bien que les Comités de Salut Public ne mènent nulle part, accueillent avec soulagement cette solution qui leur permet de « décrocher » de la crise et de reprendre la « pacification » de l'Algérie, invités qu'ils sont depuis 1956 à édifier une Algérie nouvelle. Certes, le 28 mai les forces de gauche rassemblent quelque 500 000 personnes dans une manifestation monstre à Paris, mais derrière les slogans classiques contre un fascisme qui ne devait pas passer se cache un relatif et implicite **soulagement.** Le **1er juin, de Gaulle obtient l'investiture** sur un programme incluant la possibilité de gouverner pendant six mois par décrets, la mise en congé de l'Assemblée pendant deux mois et un mandat donné au nouveau Président du Conseil pour préparer de nouvelles institutions.

Soulignons l'ambiguïté du 13 mai 1958. Les objectifs des manifestants algérois ont été totalement bouleversés par la manipulation de leur mouvement opérée par les gaullistes. Ce que désiraient les organisateurs du 13 mai c'était que le pouvoir politique tombât entre les mains des « durs » de l'Algérie française. De ce point de vue on peut dire qu'ils ont abouti à un demi-échec : certes, ils ont bloqué l'investiture de Pflimlin, mais **les partisans acharnés de l'Algérie française ne font pas partie, à l'exception de Debré et Soustelle, du gouvernement formé par le général de Gaulle :** on y trouve au contraire tous les « caciques » ou presque de la IV^e République finissante. Mais à Alger, comme chez la plupart des Européens d'Algérie, l'illusion reste. Certes de Gaulle, effectuant un **voyage en Algérie dès le 4 juin, s'écrie devant la foule algéroise : « je vous ai compris »,** formule ambiguë que tout le monde prend pour une approbation des thèses intégrationnistes, plus clairement exprimée encore dans la formule « une France de Dunkerque à Tamanrasset ». En fait, même s'il faut politiquement donner le change, le général, face à ses intimes, ne cache déjà pas son pessimisme. Pour l'heure, **le premier souci de De Gaulle est de reprendre en main l'armée et de la ramener à ses tâches militaires ;** dans les mois qui suivirent, 1 500 officiers sont transférés ou mis à la retraite ; dès le mois d'octobre tous les militaires reçoivent l'ordre de quitter les Comités de Salut public. En décembre Salan quitte l'Algérie pour prendre la fonction honorifique de gouverneur militaire de Paris. À l'inverse, voulant être le maître de la situation, de Gaulle place ses hommes. Dès lors, **les activistes algérois vont avoir face à eux un pouvoir beaucoup plus déterminé que celui de la IV^e République finissante.** Le retour au pouvoir du général de Gaulle s'est effectué dans un tel climat que pendant longtemps la Ve République gardera la marque de son origine douteuse mais **le référendum du 28 septembre donnera à la nouvelle République un fondement démocratique inattaquable,**

d'autant plus que la IVe République est morte, moins en raison de la puissance de ses adversaires, que de l'indifférence de la masse des Français. L'atmosphère d'unanimisme et de soulagement qui entoure à l'été 1958 le général de Gaulle masque l'ampleur des difficultés : **la guerre d'Algérie continue et pour la minorité européenne le réveil va être douloureux.**

Pour avoir mon « texte long », assez en « style télégraphique » :
Domilejeun@aol.com

Et je signale la réédition récente de :

Années 50. France Janus, en Noir & Blanc ou en Couleurs ?, mis en ligne sur HAL-SHS (CNRS) : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01504693>.

Et de :

France et Français de « la Troisième » (République). Autour de la Belle Époque et de la Grande Guerre, mis en ligne sur HAL-SHS (CNRS) : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-03326301>